

répondre pour la simple raison que ces questions intéressent tous les gouvernements auxquels je viens de faire allusion. N'ayant pas l'occasion de les consulter et d'obtenir leur consentement, je franchirais sans doute les bornes du bon sens si j'essayais de répondre en leur nom ou au mien. Pour le moment, je me bornerai donc, en ce qui concerne Casablanca, à la déclaration suivante :

Les pourparlers de Casablanca étaient des discussions entre les chefs des gouvernements du Royaume-Uni et des Etats-Unis et leurs principaux conseillers militaires; ils étaient la suite logique des arrangements conclus au cours de la première visite de M. Churchill à Washington, en vue de la mise sur pied d'un plan concerté du Royaume-Uni et des Etats-Unis dont l'objet est la collaboration dans les diverses phases de l'effort de guerre. Ces dispositions conjointes avaient pour objet de réaliser une collaboration encore plus étroite entre ces deux pays avec lesquels le Canada entretient les relations les plus étroites. Les organisations conjointes du Royaume-Uni et des Etats-Unis n'ont pas encore donné naissance à l'organisation officielle plus vaste que semblerait exiger un effort de guerre total de la part de toutes les Nations Unies. Les difficultés à surmonter avant d'en arriver là sautent aux yeux. Personne ne voudrait sacrifier aux exigences des intérêts internationaux la sécurité et l'efficacité qu'exige la stratégie si elle veut être effective.

Afin de livrer une guerre efficace, tous nos gouvernements ont dû assumer des pouvoirs et des responsabilités sans précédents, et ils ont dû déléguer des pouvoirs et des responsabilités sans précédent. Il y a toujours moyen d'améliorer les plans que nous utilisons dans la réalisation de notre effort de guerre et dans la fusion de cet effort avec celui de nos alliés. Les exigences de la guerre ont suscité un bon nombre d'initiatives assez réussies. Nous nous préoccupons de mettre au point de nouveaux types d'ententes mutuelles, de nouveaux organismes d'aide mutuelle, de nouvelles voies de communication et de consultation. Cependant la charpente de la collaboration générale se trouve dans notre association avec nos alliés à titre de membre des Nations Unies. Cette charpente prend corps et se raffermie graduellement, mais nous sommes loin d'avoir complété l'établissement d'une organisation internationale destinée à nous assurer la victoire et le maintien de la paix. La situation actuelle présente des vides et des anomalies qui sont évidents et qui sont susceptibles d'inquiéter ceux qui recherchent la symétrie avant tout. J'espère qu'on réussira à combler ces vides et à faire disparaître ces anomalies.

[Le très hon. Mackenzie King.]

Nous devons, d'une façon ou de l'autre, parvenir à mettre au point des méthodes et des instruments de collaboration qui cimenteront les liens communs qui unissent tous les peuples libres, grands ou petits, dans une même lutte. Dans cette tentative, nous ne devons pas affaiblir ou compromettre, au moindre degré, la concentration des responsabilités en matière de décisions stratégiques, dont dépend la victorieuse poursuite de la guerre.

Je crois que les honorables membres de la Chambre jugeront cette affirmation pleine de bon sens. Si désirables que nous paraissent les mouvements d'ensemble parfait, ceux qui sont destinés à porter les meilleurs fruits sont ceux qui prennent corps à la lumière des événements servant à les orienter. Lors de l'entrevue entre M. Churchill et le Président à Washington en décembre 1941 et janvier 1942, personne dans tout le commonwealth britannique ni chez aucune des Nations Unies n'a soulevé d'objection à cette consultation entre les deux grands chefs et leurs conseillers militaires du fait que toutes les autres parties de l'Empire ou les autres des Nations Unies n'y étaient pas représentées. Il en est de même de l'entrevue que M. Churchill et le Président ont eue de nouveau à Washington en juin dernier.

L'une de ces entrevues a été l'occasion, ainsi qu'on se le rappelle, d'une visite de M. Churchill à Ottawa. Il a alors assisté à une séance du cabinet de guerre canadien au cours de laquelle il a fait part à mes collègues ainsi qu'à moi-même de ses entretiens avec le Président. Je me permettrai également de rappeler que lors de la première entrevue entre le Président et le premier ministre de Grande-Bretagne à Washington, tous deux m'ont invité à y prendre part et j'ai assisté aux entretiens qu'ils ont eus. Je n'ai pas assisté à toutes les entrevues, mais on m'a tenu parfaitement au fait. Et lorsque le Président et M. Churchill se sont rencontrés en juin, j'ai encore été invité à me rendre à Washington pendant qu'ils s'y trouvaient. J'ai eu à plusieurs reprises l'occasion de discuter avec tous deux conjointement et individuellement des diverses questions qu'ils avaient abordées.

Je crois pouvoir maintenant révéler que les plans relatifs à l'invasion de l'Afrique du Nord ont été discutés à fond lors de l'entrevue de juin et à cette époque j'en étais intimement renseigné. Ce n'est que quelque temps plus tard qu'on y a donné suite, mais les conseillers militaires des gouvernements des Nations Unies étaient au courant ainsi que les membres du comité de guerre du gouvernement le furent par après dans toute la mesure où cela était désirable.